

Projet « Espaces, limite, identités » de l'ATRI1 « Systèmes productifs, circulations, interdépendances » du LABEXMED

Appel à communications

Aux marges du marché Acteurs et échanges non institutionnels dans les économies préindustrielles

2-3 octobre 2014, Marseille

L'objectif de ces journées d'étude est d'interroger la pertinence d'une approche, sur le temps long, des relations économiques « non institutionnelles », « marginales » ou parallèles en regard de marchés construits par les normes et les institutions. Bien que les historiens de l'économie aient longtemps concentré leurs travaux sur les aspects légaux de l'échange, l'économie informelle et illicite suscite de plus en plus, après celui des sociologues et des économistes, l'intérêt des chercheurs travaillant sur les périodes préindustrielles. Plusieurs travaux, portant en particulier sur l'époque moderne, tendent ainsi à montrer le caractère structurel, bien plus qu'anecdotique, de l'économie illicite et les liens étroits qu'elle entretenait avec l'échange légal. Pour ce qui est des périodes les plus anciennes, la question se pose – étant donné la nature des sources – de la possibilité même d'accéder aux pratiques et aux acteurs qui se situent en marge de l'économie licite. En cela, une démarche transdisciplinaire prend pleinement sens, puisqu'il s'agit d'interroger la transposabilité de questionnements et de concepts d'une période à l'autre. L'objectif de ces journées d'étude est par conséquent de favoriser la confrontation et le dialogue entre historiens de toute période préindustrielle, de l'Antiquité grecque et romaine à l'époque moderne.

Dans cette perspective, il s'agira plus particulièrement d'envisager les relations économiques « non institutionnelles » à travers leurs acteurs et leur rapport à l'espace. Si la question du statut juridique, civique et politique de ces acteurs constitue un élément essentiel pour interroger leur position dans l'économie, il s'agit de partir de l'échange en acte, en particulier dans les cas limites de conflit, de rupture ou de transgression. La rencontre vise ainsi à développer une réflexion en termes de situations concrètes, d'expériences, plutôt qu'en termes de catégories préétablies d'exclus ou de marginaux de l'échange (femmes, mineurs, étrangers etc.).

Ces situations sont en effet particulièrement révélatrices des contraintes qui pèsent sur les acteurs engagés dans des relations économiques, mais aussi des ressources leur permettant de défendre leurs intérêts et leurs droits, selon leur âge, leur appartenance sociale, de leur ancrage dans la communauté etc. À travers l'analyse des rapports de force en jeu dans ces situations limites, l'objectif sera d'interroger les capacités d'action (*agency*) des individus qui se situent aux marges institutionnelles du marché, les configurations de pouvoir dans lesquelles ils sont enserrés, la manière dont à l'occasion des conflits ils deviennent pour l'autorité sujets de droit, leur éventuelle habileté, enfin, à exploiter ou à contourner les normes en vigueur et les contraintes qui pèsent sur eux.

Ainsi, sur le plan méthodologique, il s'agira d'interroger l'intérêt heuristique d'une exploitation des cas limites, des situations de conflit ou de transgression, dans la compréhension des mécanismes de construction et d'appropriation de territoires économiques – qu'ils soient matériels ou symboliques.

Pour ce faire, trois axes principaux ont été retenus :

1. Les espaces de l'échange informel et la construction de territoires économiques

Si, dans les sociétés contemporaines, l'étude des ancrages territoriaux des phénomènes économiques et sociaux est désormais fondamentale, cette démarche est moins habituelle pour l'étude des sociétés préindustrielles. Il semble ainsi nécessaire d'ouvrir une réflexion sur la construction de l'espace par les pratiques et les circulations économiques, licites ou illicites.

2. Les conditions de l'échange dans une « économie du face à face »

L'économie des sociétés préindustrielles étant d'abord une économie du face à face, on s'intéressera particulièrement aux techniques développées, à différentes époques et dans le cadre de ces échanges « marginaux », pour minimiser le risque économique en construisant des mécanismes destinés à produire de la confiance : présence de garants, de témoins, de « tuteurs » pour les femmes ou les enfants mineurs, prestation de serments, recours aux sûretés mobilières et foncières et le cas échéant à leur saisie, etc.).

3. Les conflits et leurs résolution : transgression, réinvention des normes

Au-delà des seuls corpus juridiques, qui ne sont d'ailleurs pas présents à toutes les époques mais témoignent souvent d'un droit vivant plus que figé, il semble pertinent d'étudier les processus d'élaboration et d'évolution de la norme dans les situations de ruptures, de conflits qui donnent lieu à des phénomènes d'emprunts et de transferts souvent encore peu étudiés. Les modes de construction ou de redéfinition des normes qui régissent les usages économiques de l'espace peuvent ainsi être observés dans les situations d'appropriation de territoires, à l'échelle des États comme des cités.

Les communications pourront en particulier aborder les points suivants (les approches transversales sont évidemment les bienvenues) :

- ⇒ Les secteurs d'activité « réservés » en fonction des statuts (ex. métèques, « étrangers », femmes, mineurs etc.).
- ⇒ Les géographies de l'informel : quartiers ou zones spécifiques aux activités informelles/clandestines/illicites.
- ⇒ La différenciation ou la superposition des espaces de l'économie officielle/légale et de l'économie informelle/illicite.
- ⇒ Les formes de réduction du risque : cautionnement, garants, garanties, présentation de soi, mécanismes formels ou informels de construction de la confiance.
- ⇒ Les actions en justice (plaintes, procès...) et la résolution des conflits (arbitrages, règlements, conventions, obtention de lois et privilèges).
- ⇒ La réécriture formelle ou factuelle des normes et leur circulation.

Modalités de soumission :

Les frais de déplacement et d'hébergement seront pris en charge. Les propositions de communication en français ou en anglais (max. 500 mots), accompagnées d'une courte présentation biographique (avec mention des publications) sont à envoyer **avant le 15 Février 2014** à l'adresse suivante : ecomarges@mmsch.univ-aix.fr

Lieu et date :

Marseille, jeudi 2-vendredi 3 Octobre 2014

Calendrier :

Clôture des soumissions : **15 Février 2014**

Notification d'acceptation : **5 Mars 2014**

Envoi des textes des interventions : **1^{er} Septembre 2014**

Comité d'organisation :

Eleonora Canepari (University of Oxford, Italian Studies at Oxford)

Julien Dubouloz (Aix-Marseille Université, UMR 8210 ANHIMA)

Anne Montenach (Aix-Marseille Université, UMR 7303 TELEMME)

Isabelle Pernin (Aix-Marseille Université, UMR 7299 Centre Camille Jullian)

Contacts : ecomarges@mmsch.univ-aix.fr

Mots clés :

Économie préindustrielle, échanges, espaces, informel, marginal, licite / illicite, normes / transgression

Thematic Workshop for Interdisciplinary Research (TWIR) “*Production Systems, Circulation, Interdependency*” (TWIR 1): The Space, Limits and Identity Project

Call for papers

Legal and illegal commerce:

Non-institutional actors and trade in pre-industrial economies

2-3 October 2014, Marseille

The programme for these Study Days will focus on ‘non-institutional’, ‘marginal’, and ‘parallel’ commercial relationships by taking a long-term perspective and comparing them with markets that are regulated by rules and institutions. For many years, economic historians have concentrated their research on legal trade, but there is now a growing interest in the illicit or black market among researchers working in areas such as sociology, economics, and pre-industrial history. Several publications have studied the structure of the black market in the early modern period and the ways in which illicit and licit markets interacted, showing that irregular practices were a structural characteristic of early modern economies. For earlier periods of history, it is difficult to obtain information on the practices and identities of actors operating outside regulated markets, because of the limited number of sources available. For this reason, taking a trans-disciplinary approach gives us an opportunity to analyse issues and concepts for different historical periods. The objective for these Study Days is therefore to bring together historians of all pre-industrial periods from Ancient Greece and Rome to the early modern era and launch a debate on the various forms of the ‘unofficial’ side of economic activity.

Thus, our intention is to study non-institutional commerce in terms of the persons involved and their presence in the marketplace. While their ability to trade legally may have depended in large part on their personal, civil and political status, it is also important to understand how and where they entered into commercial transactions and, more particularly, how and when conflicts, rifts and transgressions occurred. The Workshop will allow participants to reflect on concrete situations and experiences, rather than on pre-established categories of persons who were either excluded from, or marginal to, commercial activities (women, minors, strangers *etc.*).

Conflicts and transgressions are particularly interesting as they reveal the types of restrictions that commercial actors had to overcome together with the resources available to them for defending their interests and rights, according to their age, class and status in society. By analysing the *rapports de force* that emerged from these marginal activities, we can also identify the opportunities for *agency* that were available to individuals operating at the margin of the formal market, the power structures within which they operated, the way in which, as a result of conflict, they were seen as having rights by the authorities, their ability to exploit or circumvent the regulations on trade, and the restrictions that they had to face.

This workshop will take a heuristic approach to the examination of cases of marginality, conflicts and transgression in order to understand the mechanisms for the construction and appropriation of real and symbolic commercial territories.

Three axes for this thematic workshop have been identified:

1. Black market areas and the construction of commercial territories

While the study of territories where social and commercial activities take place is now a common theme in contemporary history research, pre-industrial societies have not attracted similar interest. We will therefore seek to launch a debate on the construction of the areas in which commercial practices and interactions, whether licit or illicit, took place.

2. Commercial techniques and situations for ‘one-to-one interactions’

As pre-industrial societies’ economies were essentially based on ‘one-to-one dealings’, we will focus our attention on the techniques developed in different historical periods and structures of ‘marginal’ commerce in order to reduce economic risk by establishing methods for building trust: presence of

guarantors, witnesses, 'guardians' for wards (women and minors), swearing of oaths, use of assets as security (property and furniture) and systems for carrying out seizures, where necessary, *etc.*

3. Conflicts and their resolution: transgression, redefinition of standards

Although judicial and other legal sources are not available for all periods of history, they can often provide insight into real legal practices, and show that the law was far from rigid. Moreover, they allow us to study the development, evolution and possible transfer of procedures for the resolution of breaches and conflicts in commercial loans and transactions. Development and redefinition of new systems and standards for the management of commercial practices and trading areas can thus be discussed in the context of appropriation of territory at the national and urban levels.

In particular, presentations could focus on any of the following topics, for which a transversal approach would obviously be welcome:

- ⇒ Commercial activities 'reserved' for certain categories (e.g. foreign residents, 'foreigners', women, minors, *etc.*);
- ⇒ Geography of black market activities: identification of specific neighbourhoods and areas identified as centres for the black market and illicit or clandestine activities;
- ⇒ Differentiation and juxtaposition of areas where legal and illegal traders operate;
- ⇒ Ways of reducing risk: (personal) guarantees, guarantors, self-presentation, formal and informal systems for developing trust;
- ⇒ Court proceedings (complaints, prosecution, *etc.*) and the resolution of conflicts (arbitration, settlements, conventions, laws, and privileges).
- ⇒ Formal or factual documents on regulation and their transfer to other centres.

Submission of papers:

Proposals may be submitted in French or in English (max. 500 words), together with a short biography (including publications), **before 15 February 2014** to this address: ecomarges@mmsch.univ-aix.fr

Presentations may be made in either English or French. Travel and hotel expenses will be reimbursed.

Calendar:

Closing date for submissions: **15 February 2014**

Notification of acceptance: **5 March 2014**

Closing date for reception of written presentations: **1 September 2014**

Organizing Committee:

Eleonora Canepari (University of Oxford, Italian Studies at Oxford)

Julien Dubouloz (Aix-Marseille Université, UMR 8210 ANHIMA)

Anne Montenach (Aix-Marseille Université, UMR 7303 TELEMME)

Isabelle Pernin (Aix-Marseille Université, UMR 7299 Centre Camille Jullian)

Dates for the Workshop:

Marseille, Thursday 2-Friday 3 October 2014

Key words:

Pre-industrial economy, trade, spaces, informal, marginal, licit / illicit, norms / transgression, black market

Contacts : ecomarges@mmsch.univ-aix.fr